

# REALISATION D'UNE TYROLIENNE STATION DU LIORAN

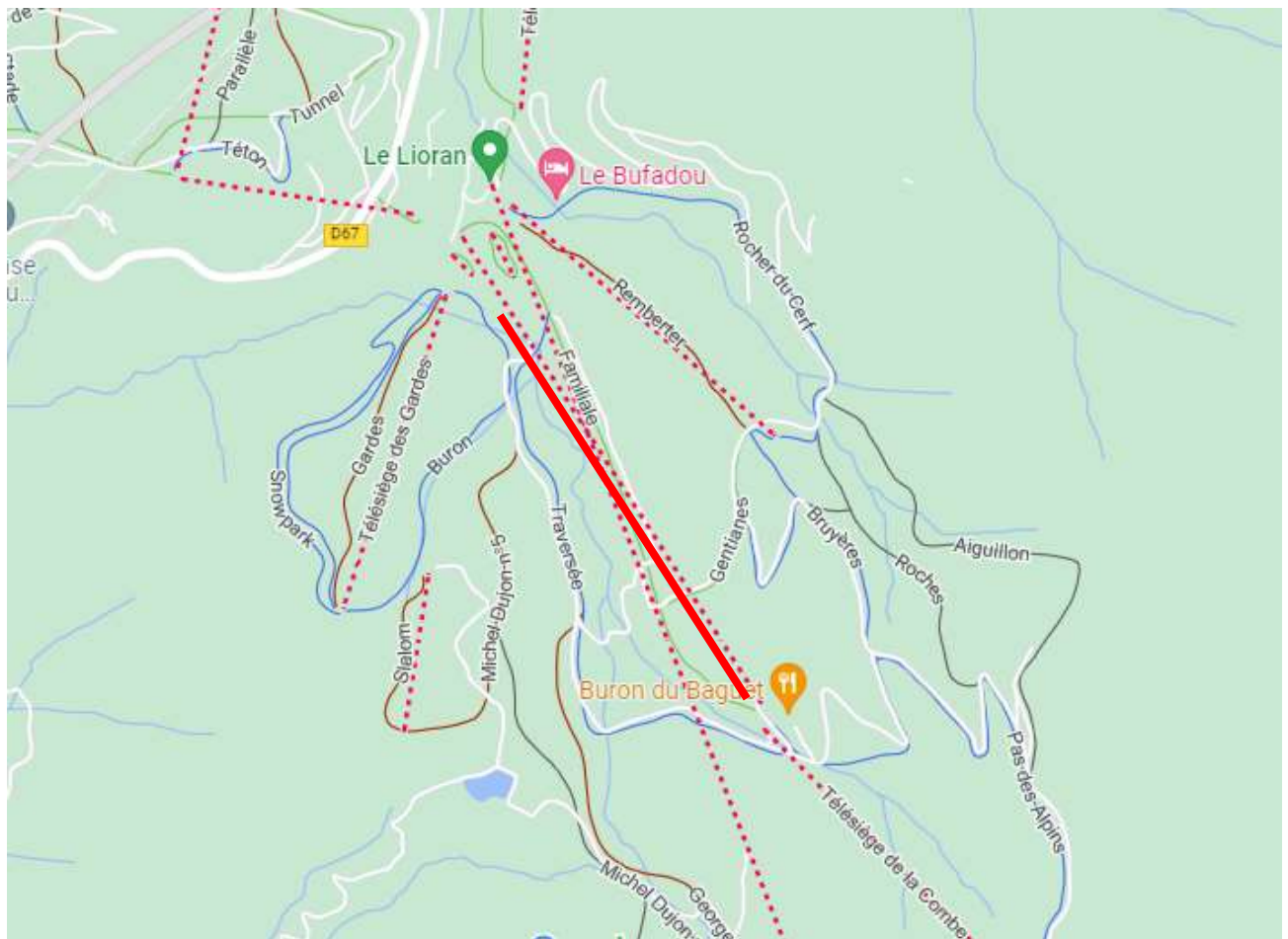
## NOTICE ENVIRONNEMENTALE

### A. CONTEXTE

#### Objectif du projet

Le projet consiste en l'installation d'une Tyrolienne permettant de diversifier l'offre des activités de la station. Ce type d'équipement offre l'avantage de pouvoir être utilisé en hiver, mais aussi en été. L'ouvrage sera installé dans l'emprise du domaine skiable existant.





## Ampleur du projet

Les caractéristiques de l'ouvrage sont les suivantes :

- Longueur 1257 ml
- Dénivelé 206 m
- Pente moyenne 17 %
- Temps de descente moyen 2 min 39 sec
- Vitesse max 50 km/h



## Fonctionnement

La Tyrolienne comportera un seul tronçon. Elle pourra être utilisée en solo ou en duo avec un poids maxi 140kg au total (soit 1 adulte et 1 enfant).

Les skis des utilisateurs seront descendus par....

Les câbles mis en place seront de diamètre 22mm

La Tyrolienne comporte un système de freinage hydraulique qui permet de ralentir et arrêter l'utilisateur avec une décélération dans toutes les configurations. Il sera installé deux systèmes, un système de service et un système de secours.

La tyrolienne sera équipée de visualisateurs pour l'avifaune.

## Travaux et ménagements

La Tyrolienne comporte 2 stations.

Les stations ne nécessitent pas de terrassement de masse, seuls des terrassements pour fondation seront réalisés. Des structures seront mises en place à chaque station pour la gestion du public et l'ancrage des câbles. Les hauteurs des tours sont de : station amont 9.28m ; station aval 8.78m

Les stations seront en structure acier galvanisé avec un habillage en mélèze des garde-corps.

Un pylône intermédiaire de type portique sera installé en ligne de 10.19m





## Défrichement

L'aménagement de la Tyrolienne ne nécessite pas un défrichement, mais demande la coupe de quelques arbres (10) en quelques points.

## B. LEGISLATION

### 1. Concernant la réglementation des ETUDES D'IMPACT

Cette étude est régie par les articles L. 122-1 et suivants du Code de l'Environnement, articles relatifs aux études d'impact, ainsi que par différents textes réglementaires (loi, décrets, directives, et circulaires – cf. liste ci-après).

Précisons que le décret n° 2011-2019 du 29 décembre 2011 portant réforme des études d'impact des projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements est paru au JO du 30 décembre 2011, en application de la loi Engagement National pour l'Environnement (dite loi Grenelle 2) du 12 juillet 2010. Depuis le 01 juin 2012 (date d'entrée en application du décret), seuls sont soumis à étude d'impact les projets mentionnés en annexe à l'article R. 122-2 du Code de l'environnement (disparition du seuil financier / pris en compte d'une nomenclature). En fonction des seuils définis par la nomenclature du décret, celui-ci impose : soit une étude d'impact obligatoire en toutes circonstances ; soit une étude d'impact au cas par cas, après examen du projet par l'autorité de l'Etat compétente en matière d'environnement.

Or, ces seuils ont été modifiés par le Décret n° 2016-1110 du 11 août 2016 relatif à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes.

Ici, le projet est concerné par les rubriques n° 44.

CATÉGORIES D'AMÉNAGEMENTS, d'ouvrages et de travaux	PROJETS soumis à étude d'impact	PROJETS soumis à la procédure de « cas par cas » en application de l'annexe III de la directive 85/337/ CE
44. Equipements sportifs, culturels ou de loisirs et aménagements associés		a) Pistes permanentes de courses d'essai et de loisirs pour véhicules motorisés. b) Parcs d'attractions à thème et attractions fixes. c) Terrains de golf et aménagements associés d'une superficie supérieure à 4 hectares. d) Autres équipements sportifs ou de loisirs et aménagements associés susceptibles d'accueillir plus de 1 000 personnes.
47. Premiers boisements et déboisements en vue de la reconversion de sols	a) Défrichements portant sur une superficie totale, même fragmentée, égale ou supérieure à 25 hectares b) Pour La Réunion et Mayotte, dérogations à l'interdiction générale de défrichement, mentionnée aux articles L. 374-1 et L. 375-4 du code forestier, ayant pour objet des opérations d'urbanisation ou d'implantation industrielle ou d'exploitation de matériaux	a) Défrichements soumis à autorisation au titre de l'article L. 341-3 du code forestier en vue de la reconversion des sols, portant sur une superficie totale, même fragmentée, de plus de 0,5 hectare. b) Autres déboisements en vue de la reconversion des sols, portant sur une superficie totale, même fragmentée, de plus de 0,5 hectare. En Guyane, ce seuil est porté à : -20 ha dans les zones classées agricoles par un plan local d'urbanisme ayant fait l'objet d'une évaluation environnementale ou, en l'absence d'un tel plan local d'urbanisme, dans le schéma d'aménagement régional ; -5 ha dans les autres zones c) Premiers boisements d'une superficie totale de plus de 0,5 hectare

Le défrichement nécessaire au projet est de 3000 m<sup>2</sup> (0.3 Hectare), il n'est donc pas soumis à procédure « cas par cas ».

**Le projet est donc soumis à la procédure de « cas par cas » au titre de la rubrique 44 (b).**

## 2 Concernant les autres réglementations

D'après ses caractéristiques, le projet est soumis aux réglementations suivantes :

### Code de l'environnement

Articles L. 214-1 et suivants du Code de l'Environnement (anciennement Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992).

Le Code de l'environnement précise la nomenclature des opérations qui sont soumises soit à déclaration, soit à autorisation en fonction de leur importance.

**Du fait de sa nature et de ses caractéristiques, le projet ne rentre dans aucune rubrique de cette nomenclature. Le projet n'impactera aucune zone humide, et aucun cours d'eau. Le projet n'est soumis ni à AUTORISATION ni à DECLARATION au titre de la nomenclature Loi sur l'Eau, codifiée par le Code de l'environnement.**

### Code de l'Urbanisme

Le Code de l'Urbanisme précise la nomenclature des opérations qui sont soumises, soit à permis, soit à déclaration en fonction de leur importance.

**Le projet est soumis à une procédure de PERMIS DE CONSTRUIRE au titre du Code de l'urbanisme.**

### Code forestier

D'après la circulaire du 28 mai 2013, la réécriture du code forestier résultant de l'ordonnance du 26 janvier 2012 et du décret du 29 juin 2012 a restructuré le code en vue d'une simplification de sa lecture.

Sont soumis à la réglementation du défrichement les bois et forêts des particuliers et ceux des forêts des collectivités territoriales et autres personnes morales visées à l'article 2° du I de l'article L.211-1 relevant du régime forestier.

L'article L.341-1 du code forestier définit le défrichement, comme se caractérisant par la destruction de l'état boisé d'un terrain et la suppression de sa destination forestière. Les deux conditions devant être vérifiées simultanément.

De plus, est considéré comme un défrichement direct, une opération volontaire ayant pour effet de détruire le peuplement forestier et de mettre fin à sa destination forestière. Il est donc nécessaire, pour caractériser un défrichement, qu'il y ait une coupe rase des arbres avec destruction des souches et changement d'affectation du sol.

Tout défrichement nécessite l'obtention d'une autorisation préalable de l'administration, sauf s'il est la conséquence indirecte d'opérations entreprises en application d'une servitude d'utilité publique (distribution d'énergie).

Lorsque la réalisation d'une opération ou de travaux soumis à autorisation administrative nécessite un défrichement, l'autorisation de défrichement doit être obtenue préalablement à la délivrance de cette autorisation administrative excepté pour les opérations prévues par la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées énumérées au titre 1er du livre V du code de l'environnement (il s'agit par exemple des carrières, des décharges, des déchetteries). En particulier, l'autorisation de défrichement est un préalable pour la délivrance des permis de construire.

L'instruction des deux procédures peut toutefois être engagée en parallèle, si l'accusé de réception du dossier de demande de défrichement complet est joint aux autres demandes d'autorisation administrative.

Pour être enregistrés complets par la DDT, les dossiers de demande d'autorisation de défrichement doivent comporter : soit une étude d'impact, soit une décision dispensant le projet d'étude d'impact. De même, les demandes d'autorisation de défrichement doivent comporter dans les cas prévus par le code de l'environnement, une évaluation d'incidence au titre de la procédure Natura 2000.

## II. ETAT INITIAL

### A. MILIEU PHYSIQUE

#### 1. Situation géographique

##### Localisation du projet

Le projet se situe au cœur du domaine skiable de la station de ski du LIORAN et exclusivement sur le territoire de la commune de LAVEISSIERE, le long du télésiège du Baguet (parallèle au télésiège).

##### Aire d'étude

Le secteur concerné par le projet est situé au cœur du domaine skiable, sur le secteur du BAGUET. L'aire d'étude se situe dans un secteur déjà largement aménagé du domaine skiable.

##### Accès

La partie basse du site du projet étant située en limite de la zone d'urbanisation de la station, elle est facilement accessible par les voies d'accès carrossable existantes. La partie intermédiaire du site ainsi que la partie haute du site du projet sont également facilement accessibles par la piste 4x4 d'accès au Plomb du Cantal.

#### 2. Relief et topographie

Le secteur concerné par le projet se développe entre 1 260 m et 1460 m d'altitude, au cœur du domaine skiable. L'extrémité basse de l'ouvrage est donc implantée au cœur de la principale zone d'urbanisation de la station. Alors que l'extrémité amont de l'appareil est implantée à proximité de la gare de d'arrivée du télésiège du Baguet, en dessous du Plomb du Cantal surplombant le domaine skiable.

### B. MILIEU HYDROLOGIQUE

#### 1. Eaux superficielles

*Généralité : L'hydrologie est assujettie aux conditions du milieu géographique. Ses caractéristiques résultent de la synthèse d'une foule de facteurs physiques et humains. La surface réceptrice des eaux qui alimentent une nappe souterraine, un lac, une rivière ou un réseau complexe est le bassin versant. Le bassin versant est délimité par une ligne de crête, et sur lequel chaque goutte d'eau tombée s'écoule vers une même rivière. On le définit par sa morphométrie, ses caractères climatiques, sa géologie, sa végétation, ses sols. La nature géologique des bassins versants joue un rôle déterminant*

à la fois sur la capacité des roches à former des réserves souterraines et sur la densité du réseau hydrographique.

#### Réseau hydrographique

*En montagne, le régime des cours d'eau du site est de type nival, caractérisé par des hautes eaux de printemps, lorsque la neige fond, et un double étiage, le premier à la fin de l'été et le second en hiver, lorsque toute l'eau météorique est stockée en altitude sous l'effet du gel.*

Les trois zones d'aménagements du projet sont très éloignées des cours d'eau référencés les plus proches. Et aucun petit ruisseau non référencé n'a été repéré dans les secteurs des travaux.

#### Alimentation en eau

*Les périmètres de protection de captages d'eau potable En complément des actions générales de préservations des milieux, les périmètres de protection s'affirment comme l'outil privilégié pour prévenir et diminuer toute cause de pollution susceptible d'altérer la qualité des eaux prélevées. Les périmètres de protection correspondent à un zonage établi autour des points de prélèvement d'eau destinés à la consommation humaine en vue d'assurer la préservation de sa qualité. Définis sur la base de critères hydrogéologiques, ils conduisent à l'instauration de servitudes.*

*Il existe trois types de périmètres :*

■ *Le périmètre de protection immédiate : il correspond à l'environnement proche du point d'eau. Il est acquis par la collectivité, clôturé, et toute activité y est interdite. Il a pour fonction principale d'empêcher la détérioration des ouvrages et d'éviter les déversements de substances polluantes à proximité immédiates du captage.*

■ *Le périmètre de protection rapprochée : il délimite un secteur, en général de quelques hectares, en principe calqué sur la « zone d'appel » du point d'eau. Il doit protéger le captage vis-à-vis de la migration souterraine des substances polluantes. A l'intérieur de ce périmètre, toutes les activités susceptibles de provoquer une pollution sont interdites ou soumises à des prescriptions particulières (constructions, rejets, dépôts, affouillements, épandages...).*

■ *Le périmètre de protection éloigné : facultatif, il correspond à la zone d'alimentation du point d'eau, voire à l'ensemble du bassin versant. Il est créé dans le cas où certaines activités peuvent être à l'origine de pollutions importantes et lorsque des prescriptions particulières paraissent de nature à réduire significativement les risques.*

Les captages d'eau potable de la commune sont protégés par des périmètres de protection.

**Les captages d'eau potable de la commune ne sont pas concernés par le projet**

## C. MILIEU BIOLOGIQUE

### 1. Végétation

Contexte phytoécologique et habitats naturels

*En montagne, la distribution spatiale des végétaux obéit directement à une loi physique qui régit l'abaissement des températures avec l'altitude (0,55°C en moyenne pour 100m). Ce phénomène se traduit sur le terrain par l'apparition de tranches altitudinales de végétation distinctes, appelées étages de végétation. En outre, en altitude, les conditions de milieu sont difficiles et les variations*



*rapides des microclimats se traduisent par une mosaïque de groupements végétaux. La durée de l'enneigement et la nature physico-chimique de la roche mère constituent alors les facteurs écologiques principaux.*

La zone d'étude se développe entre 1 200 et 1 500 m d'altitude et concerne donc l'étage SUBALPIN. Comme le montre la photo aérienne du site, le secteur d'étude est déjà largement aménagé et la couverture végétale de la zone d'étude est relativement variée et déjà largement modifiée par les équipements existants.

La zone d'étude présente 4 types d'habitats

Pelouses alpines et subalpines acidiphiles

Pelouses alpines et subalpines développées sur des roches cristallines et d'autres substrats dépourvus de calcaire ou sur des sols décalcifiés des montagnes.

Végétations herbacées anthropisées

Communautés de plantes pionnières, introduites ou nitrophiles colonisant des terrains vagues, des milieux naturels ou semi-naturels perturbés

Landes et fourrés sempervirents alpins et subalpins

Formations d'arbrisseaux bas, nains ou prostrés des étages alpin et subalpin, dominées par des espèces éricacées, par des Genêts ou par des Genêts des teinturiers ;

L'effet de lisière dû à l'emprise des remontées mécaniques permettant le développement de feuillus (érables sycomores, sorbiers des oiseleurs...).

Cet effet s'atténue avec l'altitude ; Le pâturage générant une banalisation des cortèges floristiques et le développement d'espèces eutrophiles.

Flore remarquable Lors des visites de terrain, aucune espèce végétale protégée ni patrimoniale n'a été repérée dans la zone d'étude ni dans l'emprise des travaux. Principaux enjeux Aucun milieu particulièrement sensible n'a été repéré dans l'emprise des travaux. Précisons que le projet a été réfléchi de manière que les travaux impactent le moins possible les espaces de milieu naturel du site. Le site est déjà aménagé et largement impacté par les activités humaines (équipements touristiques divers, aménagement des pistes de ski, remontées mécaniques, chemins, ...), sur l'ensemble de la zone d'étude. Ces activités ayant déjà entraîné une dégradation des habitats en place. Le projet nécessite un défrichement, mais celui-ci a été réduit au maximum en choisissant le linéaire de l'ouvrage et la hauteur de la ligne. Du fait du type d'ouvrage à installer et du peu de travaux nécessaires, le projet entraînera une très faible surface de destruction d'habitat naturel. De plus, les gares amont et aval de l'ouvrage seront installées sur des secteurs déjà terrassés lors des aménagements précédents. Le principal enjeu du site correspond au défrichement nécessaire sur certains tronçons du linéaire du projet. Le projet a été adapté de manière à éviter et réduire au maximum les impacts sur les milieux naturels du site.

## 2. Faune

L'ensemble des espèces présentes sur le versant à bon pouvoir de déplacement est susceptible de fréquenter le site du projet. Or, des inventaires faunistiques ont été réalisés dans ce secteur en 2013 dans le cadre de l'étude d'impact du programme d'aménagement du domaine skiable. Selon cette étude, les espèces susceptibles de fréquenter le site sont :

## MAMMIFERES

Les grands mammifères de montagne émigrent durant l'hiver. Ils passent la mauvaise saison au-dessous de la zone de forêts ou même dans les vallées, puis au printemps, remontent en suivant l'apparition des végétaux. Par contre, chez les petits mammifères, certains hibernent dans des terriers alors que d'autres maintiennent une activité constante toute l'année bien que demeurant en altitude.